



# UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DU VAR

**15 RUE CHAPTAL  
83956 LA GARDE CEDEX**

## **RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2016**

### **JB AUDIT CONSEIL**

56, Rue Saint-Philippe - 06000 Nice  
Tél. : 04 93 86 50 86 - Fax : 04 93 86 09 86

secretariat@jbaudit.com - www.jb-audit-conseil-nice.fr

Sarl au capital de 46 650 € • RCS Nice B 352 085 609 • Siret 352 085 609 00027 • APE 6920 Z • Intracom. FR 74 352 085 609 • Inscrit à l'ordre Région de Marseille • Inscrit près la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence



**Groupe JPA International**

Nice • Cannes • Bagnols sur Cèze • Bordeaux • Fréjus • Hyères • Limoges • Lourdes • Lyon • Marseille • Montpellier • Nancy • Paris  
• Pau • Roubaix • Strasbourg • Toulon • Toulouse • Allemagne • Autriche • Belgique • Brésil • Chypre • Espagne •  
Etas-Unis • Grand Duché de Luxembourg • Hongrie • Irlande • Italie • Maroc • Norvège • Pays-Bas • Pologne • Portugal •  
Principauté de Monaco • République Tchèque • Roumanie • Royaume-Uni • Sénégal • Slovaquie • Suisse • Tunisie

Rapport établi sur deux pages, plus 17 pages annexes

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2016**

Madame la Présidente,  
Mesdames et Messieurs les Administrateurs,  
Mesdames et Messieurs les Membres de l'Association,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale du 4 juin 2016, suite à la démission de Monsieur Daniel GRIL, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice de douze mois clos le 31 décembre 2016 sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'Union Départementale des Associations Familiales du Var, tels qu'ils sont ci-après annexés sur 17 pages (total bilan : 3 701 098 €)
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications spécifiques et informations spécifiques prévues par la Loi.

Les comptes annuels, qui nous ont été communiqués, ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration le 27 avril 2017. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur les comptes.

### **I – OPINION SUR LES COMPTES**

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues, et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

**JB AUDIT CONSEIL**

56, Rue Saint-Philippe - 06000 Nice  
Tél. : 04 93 86 50 86 - Fax : 04 93 86 09 86

secretariat@jbaudit.com - www.jb-audit-conseil-nice.fr

Sarl au capital de 46 650 € • RCS Nice B 352 085 609 • Siret 352 085 609 00027 • APE 6920 Z • Intracom. FR 74 352 085 609 • Inscrit à l'ordre Région de Marseille • Inscrit près la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence



Groupe JPA International

Nice • Cannes • Bagnols sur Cèze • Bordeaux • Fréjus • Hyères • Limoges • Lourdes • Lyon • Marseille • Montpellier • Nancy • Paris  
• Pau • Roubaix • Strasbourg • Toulon • Toulouse • Allemagne • Autriche • Belgique • Brésil • Chypre • Espagne •  
Etas-Unis • Grand Duché de Luxembourg • Hongrie • Irlande • Italie • Maroc • Norvège • Pays-Bas • Pologne • Portugal •  
Principauté de Monaco • République Tchèque • Roumanie • Royaume-Uni • Sénégal • Slovaquie • Suisse • Tunisie



Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans les annexes, aux « faits caractéristiques de l'exercice » au sujet du litige et du montant des avoirs des majeurs protégés (page 7).

## **II - JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

---

En application des dispositions de l'article 823-9 du Code de Commerce relatives à la « justification de nos appréciations », nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur les procédures et sur le caractère approprié des principes et des méthodes comptables employées, et nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Les diverses ressources figurant dans les comptes sociaux (subventions, dotations globales, participations des majeurs, production de services) ont été vérifiées (pour certaines par sondages) et sont conformes aux documents mis à notre disposition et n'appellent pas de remarques de notre part.

- Par ailleurs, l'Association applique et respecte les principes et obligations issus de l'instruction budgétaire M.22.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## **III – VERIFICATION ET INFORMATIONS SPECIFIQUES**

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la Loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à NICE, ce jour 17 mai 2017

Jean-Louis BOTTERO,



Commissaire aux Comptes.

P.J. : Annexés sur 17 pages, bilan, compte de résultat, annexes exercice clos le 31 décembre 2016,

Rapport général exercice 2016

2/2

## BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2016 12		Exercice N-1 31/12/2015 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	
ACTIF IMMOBILISE	<b>Immobilisations incorporelles</b>					
	Frais d'établissement					
	Frais de recherche et de développement					
	Concessions, Brevets et droits similaires					
	Fonds commercial (1)					
	Autres immobilisations incorporelles	114 342	111 660	2 682	2 090	592 28.30
	Avances et acomptes					
	<b>Immobilisations corporelles</b>					
	Terrains					
	Constructions					
	Installations techniques Matériel et outillage					
	Autres immobilisations corporelles	607 904	498 621	109 283	105 995	3 287 3.10
	Immobilisations en cours					
	Avances et acomptes					
	<b>Immobilisations financières (2)</b>					
	Participations mises en équivalence					
	Autres participations	1 800 000		1 800 000	1 800 000	
	Créances rattachées à des participations					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts	10 889		10 889	10 386	503 4.84
	Autres immobilisations financières	732		732	732	
<b>Total I</b>		2 533 866	610 281	1 923 585	1 919 203	4 382 0.23
Comptes de liaison <b>Total II</b>		797 260		797 260	869 718	72 457 8.33
ACTIF CIRCULANT	<b>Stocks et en cours</b>					
	Matières premières, approvisionnements					
	En-cours de production de biens					
	En-cours de production de services					
	Produits intermédiaires et finis					
	Marchandises					
	Avances et acomptes versés sur commandes					
	<b>Créances (3)</b>					
	Créances usagers et comptes rattachés	39 853	12 791	27 062	31 408	4 346 13.84
	Autres créances	208 986		208 986	267 921	58 935 22.00
Comptes de Régularisation	Valeurs mobilières de placement					
	Instruments de trésorerie					
	Disponibilités	730 720		730 720	984 948	254 228 25.81
	Charges constatées d'avance (3)	13 485		13 485	15 527	2 042 13.15
	<b>Total III</b>	993 043	12 791	980 253	1 299 804	319 551 24.58
Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)						
Primes de remboursement des obligations (V)						
Ecart de conversion actif (VI)						
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)</b>		4 324 170	623 072	3 701 098	4 088 726	387 627 9.48

(1) Dont droit au bail  
(2) Dont à moins d'un an  
(3) Dont à plus d'un an



## BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2016	Exercice N-1 31/12/2015	Ecart N / N-1	
		12	12	Euros	%
FONDS ASSOCIATIFS	<b>Fonds propres</b>				
	Fonds associatifs sans droit de reprise	156 852	156 852		
	Ecart de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves réglementées				
	Autres réserves	262 929	262 929		
	Report à nouveau	989 260	1 013 144	23 884	2.36
	<b>Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)</b>	835	120 828	121 664	100.69
	<b>Autres fonds associatifs</b>				
	Fonds associatifs avec droit de reprise :				
	Apports				
	Legs et donations				
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs	187 920	73 960	113 960	154.08
	Ecart de réévaluation				
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables				
	Provisions réglementées				
	Droit des propriétaires				
	<b>Total I</b>	1 221 956	1 238 137	16 181	1.31
	Comptes de liaison				
	<b>Total II</b>	797 260	869 716	72 456	8.33
PROVISIONS ET FONDS DÉDIÉS	Provisions pour risques	60 000	92 000	32 000	34.78
	Provisions pour charges	521 089	490 537	30 552	6.23
	Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement	15 215		15 215	
	Fonds dédiés sur autres ressources				
	<b>Total III</b>	596 304	582 537	13 767	2.36
DETTES (1)	Emprunts obligataires				
	Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)	63 238	77 395	14 157	18.29
	Emprunts et dettes financières divers	1 250	950	300	31.58
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	66 693	65 651	1 042	1.59
	Dettes fiscales et sociales	740 701	722 571	18 131	2.51
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	155 697	531 769	376 073	70.72
	Instruments de trésorerie				
Comptes de Régularisation	Produits constatés d'avance	58 000		58 000	
	<b>Total IV</b>	1 085 578	1 398 335	312 757	22.37
	Ecart de conversion passif (V)				
	<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	3 701 098	4 088 726	387 627	9.48

(1) Dont à plus d'un an

Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

913 435 1 286 969

213 395



## COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2016 12	Exercice N-1 31/12/2015 12	Ecart N / N-1	
			Euros	%
<b>Produits d'exploitation (1)</b>				
Ventes de marchandises				
Production vendue de Biens et Services	592 445	605 786	13 341	2.20
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation	257 728	243 937	13 790	5.65
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	112 519	168 932	56 413	33.39
Collectes				
Cotisations				
Autres produits	3 304 506	3 213 038	91 468	2.85
<b>Total I</b>	<b>4 267 198</b>	<b>4 231 693</b>	<b>35 504</b>	<b>0.84</b>
<b>Charges d'exploitation (2)</b>				
Achats de marchandises				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements	1 923		1 923	
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)				
Autres achats et charges externes	682 811	739 065	56 255	7.61
Impôts, taxes et versements assimilés	282 254	274 256	7 998	2.92
Salaires et traitements	2 268 714	2 248 687	20 027	0.89
Charges sociales	979 753	951 714	28 040	2.95
Dotations aux amortissements et aux provisions				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	29 197	38 754	9 557	24.66
Sur immobilisations : dotations aux provisions				
Sur actif circulant : dotations aux provisions	8 158	5 086	3 073	60.41
Pour risques et charges : dotations aux provisions	51 453	147 135	95 682	65.03
Subventions accordées par l'association	25 566	25 183	383	1.52
Autres charges (2)	528	11 618	11 091	95.46
<b>Total II</b>	<b>4 330 356</b>	<b>4 441 498</b>	<b>111 142</b>	<b>2.50</b>
<b>1 - Résultat d'exploitation (I-II)</b>	<b>63 159</b>	<b>209 805</b>	<b>146 646</b>	<b>69.90</b>
<b>Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun</b>				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs



## COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2016	Exercice N-1 31/12/2015	Ecart N / N-1	
			Euros	%
<b>Produits financiers</b>				
Produits financiers de participations	84 915	84 915		
Produits des autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilier				
Autres intérêts et produits assimilés	32	40	8	20.06
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>Total V</b>	84 947	84 955	8	0.01
<b>Charges financières</b>				
Dotations aux amortissements et aux provisions	15 215		15 215	
Intérêts et charges assimilées	2 844	3 409	564	16.55
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>Total VI</b>	18 059	3 409	14 651	429.80
<b>2. Résultat financier (V-VI)</b>	66 888	81 547	14 659	17.98
<b>3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)</b>	3 729	128 258	131 987	102.91
<b>Produits exceptionnels</b>				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	3 945	17 096	13 151	76.92
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges	32 000		32 000	
<b>Total VII</b>	35 945	17 096	18 849	110.26
<b>Charges exceptionnelles</b>				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	38 671	9 666	29 005	300.07
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	168		168	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions				
<b>Total VIII</b>	38 839	9 666	29 173	301.81
<b>4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)</b>	2 894	7 430	10 324	138.95
Impôts sur les bénéfices (IX)				
<b>Total des produits (I+III+V+VII)</b>	4 388 090	4 333 745	54 346	1.25
<b>Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX)</b>	4 387 255	4 454 573	67 318	1.51
<b>Solde intermédiaire</b>	835	120 828	121 664	100.69
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs				
- Engagements à réaliser sur ressources affectées				
<b>5. EXCEDENTS OU DEFICITS</b>	835	120 828	121 664	100.69



## ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 3 701 098.41 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 4 267 197.69 Euros et dégageant un excédent de 835.38 Euros .

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2016 au 31/12/2016 .

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

### PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

L'UDAF du Var est une Association Loi 1901 qui relève du Code de l'Action Sociale et

Constituée le 7 mars 1946 ; cette association a fait l'objet d'une déclaration en sous-préfecture de Toulon le 12 avril 1946 publiée au JO.

Conformément à l'article L211-7 de ce même Code, les statuts de l'UDAF du Var ont été agréés par l'UNAF (Union Nationale des Associations Familiales). Par cet agrément, l'association UDAF du Var jouit de plein droit de la reconnaissance d'établissement d'utilité publique.

### AGREMENTS DE L'ASSOCIATION

#### **Service de mandataire judiciaire à la protection des majeurs (PJM)**

Aux termes d'un arrêté rendu le 22 novembre 2011 par la Direction départementale de la cohésion sociale du Var, l'autorisation visée à l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles a été accordée à l'Union Départementale des Associations Familiales du Var, pour la régularisation d'un service mandataire judiciaire à la protection des majeurs, situé 15 rue Chaptal 83956 La Garde Cedex destiné à exercer des mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle et/ou de la mesure d'accompagnement judiciaire, dans les ressorts des tribunaux d'instance de l'ensemble du département du Var.

Ce service est répertorié dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS).

L'autorisation a été délivrée pour 15 ans. Son renouvellement est subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code.

Cette autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.



## ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

### Service délégué aux prestations familiales (DPF)

Aux termes d'un arrêté rendu le 22 novembre 2011 par la Direction départementale de la cohésion sociale du Var, l'autorisation visée à l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles a été accordée à l'Union Départementale des Associations Familiales du Var, pour la régularisation d'un service délégué aux prestations familiales situé 15 rue Chaptal 83956 La Garde Cedex, destiné à exercer des mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial, dans les ressorts des tribunaux d'instance de l'ensemble du département du Var.

Ce service est répertorié dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS).

L'autorisation a été délivrée pour 15 ans. Son renouvellement est subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code.

Cette autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

### Association de consommateurs

L'UNAF et les UDAF sont reconnues comme association de consommateurs depuis 1988.

L'UDAF du Var bénéficie de cet agrément.

### Agrément Education Nationale

Par arrêté du ministre de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et de la Vie Associative, en date du 24 janvier 2012, l'UNAF et les UDAF sont considérées comme association éducatives complémentaires de l'enseignement public » (article D.551-1 du code de l'éducation), c'est-à-dire apportant leur concours à l'enseignement public pour :

- Des interventions pendant le temps scolaire en appui aux activités d'enseignement conduites par les Etablissements
- L'organisation d'activités éducatives complémentaires en dehors du temps scolaire
- La contribution au développement de la recherche pédagogique, à la formation des équipes pédagogiques et des autres membres de la communauté éducative

La validité de l'agrément est de 5 ans.

### Inscriptions sur les listes dressées par les Juridictions

**2004** - Inscription sur la liste des mandataires prévue par la loi sur le traitement des situations de surendettement des particuliers de l'article L332-6 du Code de la Consommation

**2014** - Inscription sur la liste destinée à l'information et au soutien des personnes appelées à exercer ou exerçant une mesure de protection juridique des majeurs en application de l'article 449 du Code civil (TGI de Toulon)

**2016** - Inscription sur la liste destinée à l'information et au soutien des personnes appelées à exercer ou exerçant une mesure de protection juridique des majeurs en application de l'article 449 du Code civil (TGI de Draguignan)



## ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

### FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

#### Conventions d'objectifs

L'UDAF du Var a signé une convention pluriannuelle dite « Convention d'objectifs 2016-2020 » avec l'UNAF.

Les actions conventionnelles entrant dans la convention d'objectifs contribuent à la réalisation des missions générales décrites à l'article L211-3 du Code de l'action sociale et des familles.

Les cinq actions proposées par l'UDAF du Var sont exposées comme suit :

Action 1 : Usage responsable du numérique

Action 2 : Espaces parents en milieu scolaire

Action 3 : Parrainage de proximité

Action 4 : Extension du service Famille gouvernante

Action 5 : Information et Soutien aux Tuteurs Familiaux

Le montant du budget alloué pour l'année 2016 s'élève à 44 224 euros. A la clôture de l'exercice, la part de ce budget non intégralement consommé a été imputé en fonds dédiés pour 8 471 euros.

#### Résultats sous contrôle financeurs

Les activités des services des majeurs protégés et MJAGBF font obligatoirement l'objet d'un examen annuel par l'autorité de tarification. Il appartient également à cette autorité d'affecter le résultat de ces services.

A la date de l'élaboration des comptes annuels 2016, les examens des comptes administratifs de l'exercice 2015 ne nous sont pas parvenus. Les résultats 2014 de ces deux services sont présentés comme suit :

Service PJM : Le déficit devra être compensé par la réserve dédiée à la compensation du déficit. L'UDAF du Var ne disposant plus d'une telle réserve, le résultat 2014 est demeurée sous contrôle en attente d'une reprise de déficit future. Les dépenses de congés payés ont été refusées.

Service DPF : L'excédent 2014 a été affecté en reprise (Produit en atténuation). Les dépenses de congés payés ont été refusées.

#### Litige

Par jugement du 6 mai 2016, le Conseil des Prud'hommes a rejeté les prétentions d'une salariée tendant à voir condamner l'UDAF du Var pour licenciement pour cause non réelle et sérieuse. Cette salariée a interjeté appel le 10 juin 2016. La provision pour litige dotée durant l'exercice 2014 est maintenue du 60 000 €.



## ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

### EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

- Néant -

### - REGLES ET METHODES COMPTABLES -

#### Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général 2016.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du :

- Code de commerce,
- Décret comptable du 29/11/83 du règlement ANC 2016-07 relatif à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice,
- Règlements comptables 99-01 & 06 du Comité de la réglementation comptable,
- Arrêté du 24 janvier 2011 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services médico-sociaux relevant du I de l'article L312-1 du code la santé sociale et des familles

#### Permanence des méthodes

Les comptes annuels de l'exercice 2016 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales dans le respect du principe de prudence et en tenant compte des hypothèses de base suivantes:

- La continuation de l'exploitation,
- La permanence des méthodes comptables d'un exercice sur l'autre.
- L'indépendance des exercices

#### Informations générales complémentaires

##### **Informations à caractère fiscal :**

L'UDAF du Var est exonérée des impôts commerciaux compte tenu de ses activités d'utilité sociale et des conditions dans lesquelles ces dernières sont exercées.

L'UDAF du Var est inscrite sur la liste préfectorale prévue à l'article L471-2 du Code de l'action sociale et des familles. En conséquence, conformément à l'article 261 du Code général des Impôts, les prestations de services réalisées pour l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs sont exonérées de TVA.

Pour ses autres services, l'Association est également exonérée de TVA, car elle remplit l'ensemble des critères de non-lucrativité.

## ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

### Avoirs des Majeurs Protégés ;

Les avoirs des Majeurs Protégés ne sont pas intégrés dans les comptes de l'Association, chacun d'eux disposant d'un compte bancaire ouvert à son nom voire titulaire personnellement des comptes financiers dont il est propriétaire

### Opérations pour le compte de tiers :

Les opérations traitées par l'Association pour le compte de tiers en qualité de mandataire sont comptabilisées dans un compte de tiers. Seule la rémunération de l'Association est comptabilisée dans le résultat.

### Comptes gérés des tiers

Le montant des valeurs gérées pour le compte des majeurs représentent la somme de 32 547 155 euros, se décomposant comme suit :

- Comptes individuels : 14 113 651 euros
- Comptes de placement : 18 432 747 euros
- Compte joint : 757 euros

## - COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

### Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	111 629		2 713
Installations générales agencements aménagements divers	122 667		3 212
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	456 313		25 712
<b>TOTAL</b>	<b>578 980</b>		<b>28 924</b>
Autres participations	1 800 000		
Prêts, autres immobilisations financières	11 118		578
<b>TOTAL</b>	<b>1 811 118</b>		<b>578</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 501 727</b>		<b>32 215</b>



## ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL			114 342	114 342
Installations générales agencements aménagements divers			125 879	125 879
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			482 025	482 025
TOTAL			607 904	607 904
Autres participations			1 800 000	1 800 000
Prêts, autres immobilisations financières		75	11 621	11 621
TOTAL		75	1 811 621	1 811 621
TOTAL GENERAL		75	2 533 866	2 533 866

### Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	109 538	2 122		111 660
Installations générales agencements aménagements divers	65 548	9 810		75 358
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	407 437	15 827		423 264
TOTAL	472 985	25 637		498 621
TOTAL GENERAL	582 523	27 758		610 281

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Autres immob.incorporelles TOTAL	2 122				
Instal.générales agenc.aménag.divers	9 810				
Matériel de bureau informatique mobilier	15 827				
TOTAL	25 637				
TOTAL GENERAL	27 758				

## ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

### Tableau des variations des fonds associatifs

Nature des provisions et des réserves	Montant début d'exercice	Affectation résultats et retraitement	Dotation exercice	Reprise exercice	Montant fin exercice
Fonds propres					
Fonds associatifs sans droit de reprise	156 852				156 852
Réserves :					
Réserves de compensation	5 754				5 754
Autres réserves	257 175				257 175
Report à nouveau	1 013 144	23 884		0	989 260
RESULTAT DE L'EXERCICE	120 828	120 828	836	0	835
Autres fonds associatifs					
Fonds associatifs avec droit de reprise :					
Résultats sous contrôle de tiers	73 960	96 944		17 016	187 920
Provisions réglementées					
TOTAL I	1 238 137		836	17 017	1 221 956

### Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Litiges	92 000		32 000		60 000
Autres provisions pour risques et charges	490 537	30 552			521 089
TOTAL	582 537	30 552	32 000		581 089

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur comptes clients	5 086	7 705			12 791
TOTAL	5 086	7 705			12 791
TOTAL GENERAL	587 623	38 257	32 000		593 879
Dont dotations et reprises					
d'exploitation		59 611	21 355		
financières		15 215			
exceptionnelles			32 000		



## ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

### Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Prêts	10 889	10 889	
Autres immobilisations financières	732	732	
Autres créances clients	39 853	39 853	
Personnel et comptes rattachés	1 807	1 807	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	767	767	
Divers état et autres collectivités publiques	206	206	
Débiteurs divers	1 003 467	1 003 467	
Charges constatées d'avance	13 485	13 485	
<b>TOTAL</b>	<b>1 071 205</b>	<b>1 071 205</b>	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	578		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	75		

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	63 238	42 238	21 000	
Emprunts et dettes financières divers	798 510	798 510		
Fournisseurs et comptes rattachés	66 693	66 693		
Personnel et comptes rattachés	337 296	337 296		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	295 775	295 775		
Autres impôts taxes et assimilés	107 630	107 630		
Autres dettes	155 697	155 697		
Produits constatés d'avance	58 000	58 000		
<b>TOTAL</b>	<b>1 882 838</b>	<b>1 861 838</b>	<b>21 000</b>	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	13 700			

### Tableau de suivi des fonds dédiés

Ressources	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant engager en fin d'exercice
		A	B	C	D = A -B +C
Part II du fonds spécial	44 227	44 227	35 756		8 471
Subvention Famille Gouv.	10 000	10 000	3 256		6 744
<b>TOTAL</b>	<b>54 227</b>	<b>54 227</b>	<b>39 012</b>		<b>15 215</b>

### Autres immobilisations incorporelles

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'acquisition, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

	Valeurs	Taux d'amortissement
Logiciels	2 682	33.33

### Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.



## ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

### Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 50 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	10 à 20 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériels et outillages	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

### Titres immobilisés

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.  
En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés a été estimée au prix d'achat moyen pondéré.  
Les titres immobilisés ont le cas échéant été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

### Créances immobilisées

Les prêts, dépôts et autres créances ont été évalués à leur valeur nominale.  
Les créances immobilisées ont le cas échéant été dépréciées par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

### Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

### Dépréciation des créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

### Avances ou crédits alloués aux dirigeants

- Néant -

### Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.  
En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).



## Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

- Pour les titres cotés, du cours moyen du dernier mois de l'exercice.
- Pour les titres non cotés, de leur valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice.

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	178 253
Total	178 253

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	28 179
Dettes fiscales et sociales	484 059
Autres dettes	22 371
Total	534 609

	Charges constatées d'avance	Montant
	Charges d'exploitation	13 485
	Total	13 485
	Produits constatés d'avance	Montant
	Produits d'exploitation	58 000
	Total	58 000

Produits constatés d'avance :  
Subvention DDCS - Pjm : 53 000 €  
Subvention CAF - Institution: 5 000 €

## ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

### - COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

#### Ventilation des subventions

Répartition par secteur d'activité	Montant
Fonds spécial Part I	161 385
Fonds spécial part II	44 224
Subvention pôle emploi Pjm	4 369
Subvention C.départemental Institution	8 000
Subvention Autres Institution	1 000
Subvention C. départemental Fgv	15 000
Subvention autres Fgv	23 750
Total	257 728

#### Rémunération des dirigeants

- Néant -

#### Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à la dis- position de l'entreprise
Cadres	7	
Employés	83	
Total	90	

#### Valorisation des contributions volontaires

Pour son fonctionnement au quotidien, l'UDAF du Var bénéficie de contributions bénévoles de ses membres.

A défaut de disposer de renseignements précis et adaptés et compte tenu des difficultés rencontrées pour évaluer les contributions concernées, il a été décidé de ne pas les comptabiliser.

#### Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 9 960 euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes



## ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

### - ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

#### Dettes garanties par des sûretés réelles

- Néant -

#### Engagements financiers

##### Engagements donnés

- Néant -

##### Engagements reçus

Caution SACCEF	70 000
Total	70 000

Par convention du 24 mai 2011 conclue avec la banque CAISSE D'EPARGNE CA, l'UDAF du Var a souscrit un prêt de 140 000 € en vue du financement de deux derniers appels de fonds finançant l'acquisition d'un bien immobilier sis La Planquette à LA GARDE (83).

Par acte séparé du 17 mai 2011, la Compagnie Européenne de Garantie et de caution (SACCEF) sise à PARIS (75378) a consentie au profit de l'UDAF du Var une caution solidaire à hauteur de 50% dudit prêt pour une durée de cautionnement de 120 mois. L'UDAF du Var s'est engagée à consentir à ses frais une garantie hypothécaire sur le bien financé où tout autre bien de valeur équivalente à première demande de la COMPAGNIE EUROPEENNE DE GARANTIES ET CAUTIONS et au bénéfice de celle-ci.

#### Engagement en matière de pensions et retraites

Des engagements en matière d'indemnités de départ en retraite résultent de la convention collective applicable. L'Association ne verse pas de cotisations à un organisme extérieur pour se couvrir des charges futures.

Les indemnités acquises pour l'ensemble des salariés présents à la date de clôture de l'exercice s'élèvent à 521 089 euros. La totalité de cet engagement fait l'objet d'une provision dans les comptes clos au 31 décembre 2016.

## ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

### Liste des filiales et participations

Filiales et participations	Capitaux propres	Quote part du capital détenue en pourcentage	Résultat du dernier exercice clos
A. Renseignements détaillés sur les filiales et participations			
- Filiales (+50% du capital détenu)			
- SCI UNION DES FAMILLES	1 814 908	100	89 955
- Derniers comptes approuvés 2015			
B. Renseignements globaux sur les autres filiales et participations			

### Produits et charges exceptionnels

Nature	Montant	imputé au compte
Produits exceptionnels		
- Dons perçus institution	1 519	
- Produits s/ex antérieurs Institution	2 180	
- Produits s/ex antérieurs jm	247	
- Reprise provision litige	32 000	
Total	35 946	
Charges exceptionnelles		
- Charges. excep s/ op. gestion pjm	225	
- Charges exc. s/ex ant. Institution	2 123	
- Charges exc. s/ex ant. Dpf	13	
- Charges exc. s/ex ant. Pjm	34 511	
- Charges exc. s/ex ant. Fgv	1 798	
- Vnc immob rebut	168	
Total	38 838	